

Réponse du gouvernement

Le gouvernement remercie le Comité de la contribution qu'il ne cesse d'apporter aux consultations publiques sur les priorités et les objectifs du Canada en matière de commerce international. Le rapport du Comité sur la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) propose au gouvernement des orientations utiles, au moment où celui-ci participe à des négociations visant à créer la plus importante zone de libre-échange au monde.

Ces négociations constituent une occasion exceptionnelle d'unir 34 pays démocratiques de l'hémisphère en une vaste zone de libre-échange qui viendra promouvoir et stimuler l'intégration et le développement économiques. Les origines de la ZLEA remontent au premier Sommet des Amériques, tenu à Miami en 1994. Les dirigeants ont donné le branle aux négociations officielles lors du second Sommet, à Santiago en avril 1998, et pris l'engagement de les voir s'achever avant 2005. Le processus du Sommet engage les pays membres dans un forum d'intégration et de coopération axé sur la promotion du développement économique, social et politique. De façon plus précise, le programme établi par le Sommet porte sur l'intégration économique et le libre-échange, l'élimination de la pauvreté et de la discrimination, le développement démocratique et l'éducation. La ZLEA est un élément central de la promotion de l'intégration économique et du libre-échange, mais le gouvernement est convaincu que la croissance, l'intégration et le développement économiques qui résulteront d'un accord de libre-échange viendront faciliter l'atteinte des autres objectifs du Sommet. Le gouvernement soutient le processus du Sommet des Amériques, car il y voit un moyen de servir les idéaux et les valeurs du Canada dans l'ensemble des Amériques. Preuve de cet engagement profond, le gouvernement accueillera le troisième Sommet des Amériques à Québec en avril 2001.

Voilà longtemps déjà que le Canada vante les avantages de l'intégration économique mondiale, et il recherche la croissance économique par le libre-échange international depuis plus de 50 ans. Économie ouverte et de taille moyenne, le Canada est tributaire du libre-échange pour assurer sa croissance économique, la création d'emplois et le maintien d'un niveau de vie élevé. Plus de 40 % des biens et des services que

